

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
DE L'OUTRE-MER,
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
ET DE L'IMMIGRATION

—
MINISTÈRE CHARGÉ
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

—
*Direction générale
des collectivités locales*

—
Sous-direction des finances locales
et de l'action économique

—
Bureau des concours financiers (FL2)

Circulaire du 22 décembre 2011 relative à la répartition du Fonds de solidarité entre les communes de la région d'Île-de-France (FSRIF) au titre de l'exercice 2012 – Recensement des dépenses réelles de fonctionnement

NOR : COTB1134618C

Pièces jointes : quatre tableaux de recensement 2012 et liste des communes contributrices en 2010.

Résumé : cette circulaire présente les modalités de financement du Fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France et définit les dépenses réelles de fonctionnement à recenser par les préfetures.

Le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration et le ministre chargé des collectivités territoriales à Monsieur le préfet de la région Île-de-France, préfet de Paris; Madame et Messieurs les préfets des départements de Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et du Val-d'Oise.

La préparation de la répartition du Fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France (FSRIF) donne lieu, de la part de la DGCL, à un recensement des dépenses réelles de fonctionnement des communes susceptibles d'être déclarées contributrices à ce fonds. Cette année, ce recensement ne concerne plus les établissements publics intercommunaux à fiscalité propre (suppression du second prélèvement).

Les règles relatives aux modalités de calcul du prélèvement alimentant le FSRIF sont prévues respectivement à l'article L. 2531-13 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

À cet égard, il faut préciser que le prélèvement opéré en application du II de l'article L. 2531-13 du CGCT ne peut excéder 10 % du montant des dépenses réelles de fonctionnement de la commune constaté dans le compte administratif afférent au pénultième exercice (2010 pour le FSRIF 2012).

DÉFINITION DES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses réelles de fonctionnement (DRF) s'entendent comme l'ensemble des dépenses de l'exercice budgétaire entraînant des mouvements réels.

Ces opérations répondent aux caractéristiques suivantes :

- elles donnent lieu à décaissement ;
- elles sont retracées en dépenses du budget ;
- elles sont exécutées par l'émission d'un mandat (présence au compte administratif).

Cette définition exclut par conséquent les opérations d'ordre budgétaire en dépenses, et notamment les dotations aux amortissements et aux provisions.

Il faut en effet rappeler que les opérations d'ordre budgétaire en dépenses ne donnent pas lieu à décaissement. Il en est de même du déficit reporté et du prélèvement de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement.

Les dépenses réelles de fonctionnement, au sens de la nomenclature comptable M 14 applicable aux communes et aux EPCI, correspondent donc à la somme des mouvements réels enregistrés aux comptes ou chapitres suivants :

OPÉRATION	NUMÉRO de compte ou chapitre	LIBELLÉ DU COMPTE OU CHAPITRE	MONTANT
	011	Charges à caractère général	
+	012	Charges de personnel et frais assimilés	
+	014	Atténuations de produits	
+	65	Autres charges de gestion courante	
+	656	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	
+	66	Charges financières	
+	67	Charges exceptionnelles	
(a)	=	<i>Sous-total 011 + 012 + 014 + 65 + 656 + 66 + 67 (a)</i>	
	739114	Fonds de solidarité Île-de-France	
+	739115	Prélèvement au titre de l'article 55 de la loi SRU	
+	72	Travaux en régie	
(b)	=	<i>Sous-total 739114 + 739115 + 72 (b)</i>	
a – b	=	Dépenses réelles de fonctionnement (a – b)	

Afin de faciliter le recensement des dépenses réelles de fonctionnement, le tableau ci-dessus (et reproduit en pièce jointe) fait apparaître une partie des dépenses sous forme de chapitres globalisés (011, 012 et 014). Vous pourrez ainsi vous référer directement à la balance générale du compte administratif (État II B1/1 – Mandats émis/FONCTIONNEMENT/Opérations réelles) pour compléter la première partie (a) du tableau.

En revanche, il conviendra de se référer au détail du compte administratif pour compléter la seconde partie (b) du tableau.

Celle-ci est constituée des éventuels montants inscrits aux comptes 739114 (si la collectivité était contributrice au FSRIF en 2010), 739115 (si la collectivité était soumise au prélèvement au titre de l'article 55 de la loi SRU) et 72 (travaux en régie).

À titre d'information, la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains, dite loi SRU, a institué un prélèvement sur les ressources des communes lorsque leur proportion de logements sociaux est insuffisante. Ce prélèvement est, comme pour l'exercice 2011, à déduire des DRF.

Pour chacune de ces dépenses (sauf compte 72), vous devez indiquer le montant des « crédits employés », soit la somme des « mandats émis » et des « charges rattachées » (les restes à réaliser sont à exclure).

Le montant des travaux en régie (compte 72) apparaît en recettes de la section de fonctionnement (au sein du chapitre globalisé 042 « opérations d'ordre de transfert entre sections »). Comme pour les dépenses précitées, vous devez également indiquer le montant des « crédits employés », lesquels en principe sont ici constitués des seuls « titres émis ».

IMPORTANT. L'analyse des comptes administratifs des années écoulées montre que certaines collectivités n'imputent pas toujours correctement le montant du FSRIF qui leur est prélevé. La présentation renouvelée du tableau de recensement des DRF n'empêche pas ces erreurs d'imputation.

Deux cas doivent en particulier être précisés :

- la collectivité contributrice au FSRIF en 2010 n'a pas fait figurer le montant de sa contribution en dépenses de fonctionnement, auquel cas il n'y a pas lieu de déduire ce prélèvement des DRF ;

- la collectivité a imputé le montant de sa contribution au compte 65 (« autres charges de gestion courante ») et non à l'article 739114 qui relève du chapitre globalisé 014 (« atténuations de produits »). Dans ce dernier cas, il convient de retirer des DRF le montant du prélèvement FSRIF, bien qu'il soit incorrectement imputé.

Afin de vérifier que la collectivité a correctement imputé le montant de son éventuelle contribution au FSRIF, vous trouverez ci-joint la liste des collectivités contributrices en 2010 (tableau 3).

Exemple de recensement des dépenses réelles de fonctionnement

OPÉRATION	NUMÉRO de compte ou chapitre	LIBELLÉ DU COMPTE OU CHAPITRE	MONTANT
	011	Charges à caractère général	38 932 271,24
+	012	Charges de personnel et frais assimilés	58 377 187,57
+	014	Atténuations de produits	5 862 348,00
+	65	Autres charges de gestion courante	20 419 928,33
+	656	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	0,00
+	66	Charges financières	8 301 109,57
+	67	Charges exceptionnelles	190 170,98
(a)	=	<i>Sous-total 011 + 012 + 014 + 65 + 656 + 66 + 67 (a)</i>	132 083 015,69
	739114	Fonds de solidarité Île-de-France	5 859 387,00
+	739115	Prélèvement au titre de l'article 55 de la loi SRU	0
+	72	Travaux en régie	0
(b)	=	<i>Sous-total 739114 + 739115 + 72 (b)</i>	5 859 387,00
a – b	=	Dépenses réelles de fonctionnement (a – b)	126 223 628,69

IMPORTANT. Il vous est demandé comme l'an passé :

- de prendre l'attache des communes concernées pour obtenir la confirmation du montant de leurs dépenses réelles de fonctionnement ;
- de fournir le tableau 2 pour chaque commune et groupement conformément aux indications apportées ci-dessus.

Cette sollicitation des communes concernées permet de prévenir toute contestation portant sur le montant des DRF à l'issue de la répartition, d'éviter en cours d'année une rectification souvent coûteuse du montant des contributions et d'assurer l'information des collectivités sur le FSRIF, notamment celles qui deviendraient nouvellement contributrices en 2012.

Les données renseignées par vos soins sur état papier et sous fichier Excel devront être transmises pour le 27 janvier 2012 aux adresses indiquées ci-dessous.

Pour la version papier : ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration, direction générale des collectivités locales, sous-direction des finances locales et de l'action économique, bureau des concours financiers de l'État, 2, place des Saussaies, 75800 Paris.

Pour la version électronique : bryann.mahe@interieur.gouv.fr

Les documents papiers joints à la présente circulaire :

- le tableau 1 : il recense les dépenses réelles de fonctionnement de l'année 2010 des communes de moins de 10 000 habitants susceptibles d'être déclarées contributrices en 2012 ;
- le tableau 2 : il permet de calculer le montant des dépenses réelles de fonctionnement de ces communes ;
- le tableau 3 : il présente la liste des communes de moins de 10 000 habitants qui ont été déclarées contributrices en 2010. Les comptes administratifs 2010 de ces communes doivent faire apparaître le montant de leur contribution respective.

Toute difficulté dans l'application de la présente circulaire devra être signalée à la direction générale des collectivités locales, sous-direction des finances locales et de l'action économique, bureau des concours financiers de l'État, M. Bryann MAHE – tél. : 01-49-27-34-92, bryann.mahe@interieur.gouv.fr

Pour les ministres et par délégation :
Le directeur général des collectivités locales,
É. JALON

TABLEAU 1

**Dépenses réelles de fonctionnement de l'année 2010
des communes susceptibles d'être déclarées contributrices en 2012**

CODE INSEE	NOM COMMUNE	FSRIF - DRF 2009	FSRIF - DRF 2010	VARIATION EN %
75056	PARIS	4 521 033 234,00		
77018	BAILLY-ROMAINVILLIERS	8 878 446,00		
77083	CHAMPS-SUR-MARNE	29 209 020,39		
77111	CHESSY	6 257 296,00		
77121	COLLÉGIEN	4 831 935,00		
77123	COMPANS	2 509 183,00		
77129	COULOMBS-EN-VALOIS	480 099,00		
77132	COUPVRAY	4 512 656,00		
77146	CROISSY-BEAUBOURG	5 626 324,00		
77169	ÉMERAINVILLE	10 616 000,00		
77196	FRESNES-SUR-MARNE	693 271,00		
77211	GRANDPUITS-BAILLY-CARROIS	1 181 987,00		
77241	JUILLY	1 786 518,78		
77258	LOGNES	20 512 000,00		
77268	MAGNY-LE-HONGRE	6 950 648,00		
77282	MAUREGARD	803 796,00		
77291	MESNIL-AMELOT	4 577 276,00		
77294	MITRY-MORY	33 720 283,00		
77305	MONTEREAU-FAULT-YONNE	31 710 000,00		
77306	MONTEREAU-SUR-LE-JARD	764 308,00		
77323	MOUSSY-LE-VIEUX	1 347 449,00		
77332	NANTOUILLET	584 978,65		
77337	NOISIEL	20 632 000,00		
77349	OTHIS	5 057 663,08		
77368	POIGNY	432 937,00		
77369	POINCY	596 925,00		
77384	REAU	703 128,00		
77392	ROUVRES	596 964,31		
77438	SAINT-THIBAUT-DES-VIGNES	8 734 238,00		
77448	SEPT-SORTS	339 915,00		
77449	SERRIS	9 581 953,00		
77468	TORCY	29 591 000,00		
77482	VARENNES-SUR-SEINE	4 039 822,00		
77518	VILLIERS-EN-BIÈRE	557 561,00		
77525	VINANTES	600 961,54		
78029	AUBERGENVILLE	12 326 580,00		
78117	BUC	9 018 237,00		
78118	BUCHÉLAY	2 732 559,00		
78133	CHAMBOURCY	8 477 196,00		
78143	CHATEAUFORT	1 662 599,00		
78164	CLAIRFONTAINE-EN-YVELINES	702 000,00		
78168	COIGNIÈRES	8 247 088,00		

BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

CODE INSEE	NOM COMMUNE	FSRIF – DRF 2009	FSRIF – DRF 2010	VARIATION EN %
78208	ÉLANCOURT	31 871 435,00		
78238	FLINS-SUR-SEINE	2 199 679,00		
78264	GAMBAISEUIL	66 541,42		
78289	GROSROUVRE	542 109,53		
78291	GUERVILLE	1 908 634,00		
78296	GUITRANCOURT	726 083,08		
78297	GUYANCOURT	40 739 602,00		
78302	HAUTEVILLE	218 000,00		
78320	JEUFOSSE	354 922,00		
78335	LIMAY	20 321 432,13		
78343	LOGES-EN-JOSAS	1 553 712,00		
78350	LOUVECIENNES	10 150 334,00		
78356	MAGNY-LES-HAMEAUX	11 579 409,00		
78381	MAULETTE	444 742,00		
78383	MAUREPAS	27 650 456,12		
78389	MÉRÉ	1 162 789,13		
78398	MESNULS	673 933,00		
78406	MILON-LA-CHAPELLE	163 675,94		
78423	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	45 979 185,00		
78466	ORGEVAL	5 760 978,00		
78490	PLAISIR	41 021 318,96		
78498	POISSY	59 770 961,00		
78501	PORCHEVILLE	4 558 589,00		
78517	RAMBOUILLET	30 577 003,87		
78524	ROCQUENCOURT	3 219 048,00		
78551	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	49 841 316,69		
78558	SAINT-ILLIERS-LA-VILLE	144 781,00		
78561	SAINT-LAMBERT	750 784,00		
78571	SAINT-NOM-LA-BRETÈCHE	5 019 240,83		
78606	TARTRE-GAUDRAN	43 311,00		
78615	THIVERVAL-GRIGNON	1 302 364,00		
78620	TOUSSUS-LE-NOBLE	1 010 349,00		
78621	TRAPPES	43 392 187,00		
78640	VÉLIZY-VILLACOUBLAY	45 709 964,00		
78644	VERRIÈRE	8 414 238,00		
78650	LE VÉSINET	21 210 948,00		
78683	VILLIERS-SAINT-FRÉDÉRIC	1 704 745,00		
78688	VOISINS-LE-BRETONNEUX	13 361 000,00		
91041	AVRAINVILLE	883 016,00		
91064	BIÈVRES	6 969 135,00		
91086	BONDOUFLE	11 606 000,00		
91109	BRIÈRES-LES-SCELLES	742 133,00		
91136	CHAMPLAN	4 160 210,00		
91161	CHILLY-MAZARIN	27 071 416,00		
91174	CORBEIL-ESSONNES	60 023 062,00		
91179	COUDRAY-MONTCEAUX	3 806 078,00		

BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

CODE INSEE	NOM COMMUNE	FSRIF – DRF 2009	FSRIF – DRF 2010	VARIATION EN %
91182	COURCOURONNES	21 987 428,00		
91228	ÉVRY	73 511 000,00		
91326	JUVISY-SUR-ORGE	17 311 555,60		
91330	LARDY	5 939 373,00		
91340	LISSÉS	12 035 882,00		
91377	MASSY	68 976 798,00		
91432	MORANGIS	15 736 807,00		
91435	MORSANG-SUR-SEINE	421 334,00		
91458	NOZAY	6 331 636,00		
91479	PARAY-VIEILLE-POSTE	12 202 126,00		
91494	PLESSIS-PÂTÉ	4 424 952,00		
91521	RIS-ORANGIS	33 630 431,21		
91534	SACLAY	4 282 729,00		
91538	SAINT-AUBIN	1 790 319,00		
91553	SAINT-GERMAIN-LÈS-CORBEIL	6 311 274,27		
91560	SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD	229 196,00		
91600	SOISY-SUR-SEINE	6 467 258,00		
91617	TIGERY	2 906 722,00		
91661	VILLEBON-SUR-YVETTE	21 707 213,00		
91666	VILLEJUST	3 063 587,00		
91679	VILLIERS-LE-BÂCLE	1 725 475,00		
91689	WISSOUS	8 552 490,00		
91692	ULIS	42 060 618,00		
92002	ANTONY	64 481 666,61		
92004	ASNIÈRES-SUR-SEINE	103 337 392,60		
92012	BOULOGNE-BILLANCOURT	147 190 277,00		
92020	CHÂTILLON	48 639 334,00		
92022	CHAVILLE	22 213 387,21		
92024	CLICHY	111 856 178,00		
92026	COURBEVOIE	122 101 117,00		
92033	GARCHES	23 337 288,30		
92035	GARENNE-COLOMBES	39 198 989,00		
92036	GENNEVILLIERS	105 390 849,00		
92040	ISSY-LES-MOULINEAUX	86 339 224,00		
92044	LEVALLOIS-PERRET	187 131 908,00		
92047	MARNES-LA-COQUETTE	1 330 763,00		
92048	MEUDON	48 585 965,00		
92049	MONTROUGE	62 221 955,00		
92050	NANTERRE	180 757 330,00		
92051	NEUILLY-SUR-SEINE	80 586 007,00		
92060	PLESSIS-ROBINSON	38 449 663,00		
92062	PUTEAUX	117 658 344,00		
92063	RUEIL-MALMAISON	132 908 079,00		
92064	SAINT-CLOUD	36 251 889,00		
92071	SCEAUX	27 644 964,12		
92072	SÈVRES	27 719 720,00		

BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

CODE INSEE	NOM COMMUNE	FSRIF – DRF 2009	FSRIF – DRF 2010	VARIATION EN %
92073	SURESNES	82 885 957,00		
92075	VANVES	32 382 991,77		
92076	VAUCRESSON	8 608 733,00		
92077	VILLE-D'AVRAY	11 770 873,00		
93005	AULNAY-SOUS-BOIS	154 572 611,00		
93006	BAGNOLET	65 749 000,00		
93008	BOBIGNY	93 022 317,71		
93027	COURNEUVE	52 369 000,00		
93039	L'ÎLE-SAINT-DENIS	7 964 431,08		
93048	MONTREUIL	155 874 489,50		
93051	NOISY-LE-GRAND	87 275 630,00		
93055	PANTIN	98 907 087,00		
93066	SAINT-DENIS	142 163 862,00		
93070	SAINT-OUEN	107 152 451,00		
93073	TREMBLAY-EN-FRANCE	68 906 082,00		
93074	VAUJOURS	9 286 000,00		
93079	VILLETANEUSE	14 753 258,55		
94003	ARCUEIL	30 262 793,00		
94011	BONNEUIL-SUR-MARNE	36 762 600,00		
94015	BRY-SUR-MARNE	23 261 221,00		
94018	CHARENTON-LE-PONT	37 321 644,00		
94021	CHEVILLY-LARUE	32 388 342,00		
94028	CRÉTEIL	114 849 564,50		
94033	FONTENAY-SOUS-BOIS	81 652 339,00		
94034	FRESNES	30 184 047,33		
94037	GENTILLY	26 447 293,00		
94041	IVRY-SUR-SEINE	118 149 535,00		
94054	ORLY	45 899 844,00		
94065	RUNGIS	20 828 924,00		
94073	THIAIS	30 235 430,59		
94074	VALENTON	19 917 000,00		
94081	VITRY-SUR-SEINE	127 630 000,00		
95051	BEAUCHAMP	13 321 722,00		
95088	BONNEUIL-EN-FRANCE	1 395 274,00		
95116	BRUYÈRES-SUR-OISE	4 148 485,00		
95154	CHENNEVIÈRES-LES-LOUVRES	526 837,00		
95205	ÉCOUEN	6 128 991,56		
95210	ENGHIEN-LES-BAINS	28 412 000,00		
95212	ÉPIAIS-LES-LOUVRES	235 560,00		
95271	GÉNICOURT	600 608,00		
95277	GONESSE	37 094 819,49		
95351	LOUVRES	9 766 542,38		
95371	MARLY-LA-VILLE	7 865 744,00		
95492	PLESSIS-GASSOT	161 521,00		
95510	PUISEUX-PONTOISE	371 337,00		
95527	ROISSY-EN-FRANCE	12 764 441,00		

CODE INSEE	NOM COMMUNE	FSRIF – DRF 2009	FSRIF – DRF 2010	VARIATION EN %
95541	SAINT-CLAIR-SUR-EPTE	1 121 815,00		
95572	SAINT-OUEN-L'AUMÔNE	24 577 599,00		
95580	SAINT-WITZ	4 087 559,00		
95604	SURVILLIERS	4 539 724,00		
95611	THEUVILLE	49 501,93		
95612	THILLAY	4 938 266,00		
95637	VAURÉAL	18 488 896,13		
95675	VILLERON	856 511,00		

TABLEAU 2

Dépenses réelles de fonctionnement 2010 pour SRIF 2012

Commune de

OPÉRATION	NUMÉRO de compte	LIBELLÉ DU COMPTE	MONTANT
	011	Charges à caractère général	
+	012	Charges de personnel et frais assimilés	
+	014	Atténuations de produits	
+	65	Autres charges de gestion courante	
+	656	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	
+	66	Charges financières	
+	67	Charges exceptionnelles	
(a)	=	Sous-total 011 + 012 + 014 + 65 + 656 + 66 + 67 (a)	0,00
	739114	Fonds de solidarité Île-de-France	
+	739115	Prélèvement au titre de l'article 55 de la loi SRU	
+	72	Travaux en régie	
(b)	=	Sous-total 739114 + 739115 + 72 (b)	0,00
a – b	=	Dépenses réelles de fonctionnement (a – b)	0,00

TABLEAU 3

Communes déclarées contributrices au FSRIF en 2010

EXERCICE	CODE INSEE	NOM COMMUNE	CONTRIBUTION TOTALE 2010
2010	75056	PARIS	86 313 450
2010	77016	BAGNEAUX-SUR-LOING	114 834
2010	77018	BAILLY-ROMAINVILLIERS	201 418
2010	77059	BUSSY-SAINT-MARTIN	22 428
2010	77111	CHESSY	296 558
2010	77121	COLLÉGIEN	113 037
2010	77123	COMPANS	218 818
2010	77132	COUPVRAY	219 577
2010	77146	CROISSY-BEAUBOURG	136 283
2010	77211	GRANDPUITS-BAILLY-CARROIS	68 582
2010	77268	MAGNY-LE-HONGRE	223 090
2010	77282	MAUREGARD	37 940
2010	77291	MESNIL-AMELOT	207 598
2010	77294	MITRY-MORY	610 715

BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

EXERCICE	CODE INSEE	NOM COMMUNE	CONTRIBUTION TOTALE 2010
2010	77306	MONTEREAU-SUR-LE-JARD	36 372
2010	77368	POIGNY	21 160
2010	77369	POINCY	29 133
2010	77448	SEPT-SORTS	33 370
2010	77518	VILLIERS-EN-BIÈRE	25 423
2010	78117	BUC	420 738
2010	78118	BUHELAY	126 974
2010	78133	CHAMBOURCY	156 168
2010	78143	CHATEAUFORT	45 246
2010	78168	COIGNIÈRES	797 582
2010	78238	FLINS-SUR-SEINE	108 812
2010	78291	GUERVILLE	86 133
2010	78343	LOGES-EN-JOSAS	71 914
2010	78350	LOUVECIENNES	224 533
2010	78381	MAULETTE	21 092
2010	78423	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	1 617 681
2010	78498	POISSY	1 478 491
2010	78501	PORCHEVILLE	217 494
2010	78558	SAINT-ILLIERS-LA-VILLE	8 236
2010	78561	SAINT-LAMBERT	20 087
2010	78620	TOUSSUS-LE-NOBLE	51 493
2010	78640	VÉLIZY-VILLACOUBLAY	4 098 167
2010	91041	AVRAINVILLE	36 148
2010	91064	BIÈVRES	207 090
2010	91136	CHAMPLAN	208 156
2010	91179	COUDRAY-MONTCEAUX	175 603
2010	91340	LISSES	517 313
2010	91432	MORANGIS	371 643
2010	91435	MORSANG-SUR-SEINE	20 154
2010	91458	NOZAY	300 530
2010	91479	PARAY-VIEILLE-POSTE	631 772
2010	91534	SACLAY	180 778
2010	91538	SAINT-AUBIN	93 532
2010	91560	SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD	10 702
2010	91648	VERT-LE-GRAND	129 008
2010	91661	VILLEBON-SUR-YVETTE	925 482
2010	91666	VILLEJUST	144 684
2010	91689	WISSOUS	452 361
2010	92012	BOULOGNE-BILLANCOURT	7 642 055
2010	92026	COURBEVOIE	17 057 151
2010	92040	ISSY-LES-MOULINEAUX	3 923 534
2010	92044	LEVALLOIS-PERRET	5 559 606
2010	92047	MARNES-LA-COQUETTE	60 772
2010	92051	NEUILLY-SUR-SEINE	3 897 623
2010	92060	PLESSIS-ROBINSON	707 068
2010	92062	PUTEAUX	18 001 899

BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

EXERCICE	CODE INSEE	NOM COMMUNE	CONTRIBUTION TOTALE 2010
2010	92063	RUEIL-MALMAISON	2 998 267
2010	92064	SAINT-CLOUD	1 226 181
2010	92073	SURESNES	1 354 298
2010	93073	TREMBLAY-EN-FRANCE	3 164 025
2010	94065	RUNGIS	2 940 852
2010	95051	BEAUCHAMP	254 957
2010	95088	BONNEUIL-EN-FRANCE	63 835
2010	95141	CHARMONT	1 179
2010	95154	CHENNEVIÈRES-LES-LOUVRES	14 079
2010	95212	ÉPIAIS-LES-LOUVRES	13 785
2010	95271	GÉNICOURT	27 663
2010	95371	MARLY-LA-VILLE	189 368
2010	95409	MOISSELLES	32 552
2010	95492	PLESSIS-GASSOT	6 949
2010	95510	PUISEUX-PONTOISE	18 344
2010	95527	ROISSY-EN-FRANCE	566 442
2010	95633	VAUDHERLAND	7 125